

Message à la Conférence Intergouvernementale (CIG)

adopté par le Conseil Central (Bruxelles - novembre 2003)

- 1.** La Ligue, engagée depuis le début dans les travaux de la Convention, dont elle a souligné la qualité et l'esprit de coopération:
 - ◇ se félicite du résultat obtenu qui se reflète dans un projet de Constitution bénéficiant d'un très large consensus parmi les Conventionnels;
 - ◇ constate que de nombreux éléments de ce projet répondent aux objectifs de départ visant à rendre l'Europe plus transparente, plus efficace et plus responsable, et représentent un pas important vers une meilleure perception de son développement par les citoyens;
 - ◇ apprécie que cette manifestation de démocratie multinationale ait permis de concilier largement les attentes des petits et des grands pays et se soit déroulée dans de bonnes conditions d'efficacité et de transparence, malgré une couverture insuffisante par la plupart des médias.
- 2.** La Ligue reconnaît que, comme tout compromis, ce projet ne répond pas pleinement à ce que chacun pouvait en attendre et recèle un certain nombre de lacunes, d'incertitudes et de risques. Il témoigne aussi d'un manque de vision et d'ambition sur des points fondamentaux comme le processus de décision et les moyens pour l'Union d'assumer ses responsabilités internationales.
- 3.** Toutefois la Ligue attire l'attention de la CIG sur le fait qu'une modification des éléments du projet qui ont fait l'objet d'un compromis équilibré et difficile à obtenir risquerait de remettre en cause l'adoption même de la Constitution et sa finalité. Aussi est-elle prête à apporter son soutien au projet de la Convention. En tout état de cause, elle insiste pour que les changements qui seraient proposés visent non pas à réduire la portée des avancées du projet, mais au contraire à l'améliorer, de manière à doter l'Union européenne élargie du dispositif institutionnel que nécessite un gouvernement efficace, démocratique et plus proche des citoyens.
- 4.** Pour ces raisons, la Ligue demande à la CIG:
 - ◇ de marquer son accord avec l'esprit et le contenu global du projet de Constitution, d'en féliciter les Conventionnels et de ne pas remettre en cause les équilibres d'ensemble;
 - ◇ d'assurer une transparence de ses travaux, d'y associer les principales composantes de la Convention, et de consolider la légitimité démocratique de cette Constitution par des propositions appropriées;
 - ◇ de compléter le dispositif existant par des éléments susceptibles d'en renforcer l'efficacité. A cet égard, il serait souhaitable de réduire le recours au vote à l'unanimité pour certains domaines, en particulier pour ce qui est des ressources propres;
 - ◇ de donner aux pays qui ont accepté les dispositions les plus contraignantes concernant l'euro et les politiques de défense, de sécurité et de justice, la possibilité de les mettre en œuvre et de les développer par des coopérations renforcées, sans que celles-ci puissent être entravées par les pays qui en refusent le principe;
 - ◇ de prévoir une méthode de révision de la constitution inspirée de la procédure de la Convention et soumise à un vote à la majorité.

- 5.** En outre, il est dans la vocation de la Ligue de souligner la nécessité de compléter l'Union monétaire par un renforcement de l'Union économique de l'Europe en la dotant d'un dispositif de gestion efficace et permanente et d'une capacité d'assurer une meilleure coordination des politiques économiques. Sur ce dernier point, il serait opportun que la Commission puisse jouer un rôle majeur dans le processus d'adoption des grandes orientations de politique économique de l'Union, dans l'achèvement du marché intérieur, et dans la garantie d'un fonctionnement adéquat du Pacte de Stabilité et de Croissance à laquelle il serait également souhaitable d'associer les Parlements nationaux. La zone euro devrait en outre bénéficier d'une représentation unique dans les institutions internationales à vocation économique et monétaire.

- - - - -